

Derrière la polémique, un projet anti-républicain

Dans la longue histoire de l'enseignement supérieur français, le Gouvernement actuel restera, sans doute, celui qui est allé le plus loin dans la réformation néo-libérale de l'Université. En instaurant la sélection, il a permis aux établissements de choisir leurs étudiants sur des critères que la suppression du baccalauréat rend de plus en plus liés au statut social de leur lycée d'origine. Par l'importance donnée à leur évaluation selon un classement élaboré en Chine, à Shanghai, en fonction des normes des universités anglo-saxonnes, il a poursuivi la politique de constitution d'un marché des savoirs mise en œuvre par Valérie Pécresse, François Fillon étant Premier ministre, et continuée par Geneviève Fioraso, pendant le Gouvernement Ayrault. Après quinze ans d'une réforme ininterrompue, l'Université est de moins en moins un service public et de plus en plus un ensemble dont tous les éléments sont en concurrence les uns avec les autres : étudiants, établissements, formations, diplômes, productions scientifiques, etc.

L'actuelle ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a été l'ouvrière fidèle et zélée de ce projet présidentiel pour l'Université. Alors pourquoi donc, ce programme mis en œuvre en moins de quatre ans, lui lancer maintenant l'anathème en expliquant qu'elle est « gangrenée par l'islamo-gauchisme » ? Certes, l'ouverture de cette polémique par la ministre répond à la stratégie présidentielle de condamner l'extrémisme de ses opposants, en utilisant les thèmes de la droite contre la gauche et réciproquement, pour mieux instituer le Président-candidat comme le seul choix possible des « personnes raisonnables ». Néanmoins, les mots de cette campagne, savamment préparée et orchestrée, ont été choisis avec soin et dévoilent un autre dessein gouvernemental. La charge a été lancée contre les sciences humaines, et au premier chef contre la sociologie, dans un champ bien délimité : celui de l'Université. Le CNRS en a été écarté puisqu'il lui a été demandé de réaliser « l'enquête ». Par ailleurs, on aurait pu penser que les formations de sociologie dispensées par l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po) auraient partagé l'opprobre qui a frappé son président, mais il n'en fût rien !

En désignant à la vindicte populaire les sciences humaines à l'Université, le Gouvernement nourrit contre elles une démagogie ancienne qui considère que l'argent public ne doit pas alimenter des disciplines subversives par nature et que l'Université doit avant tout transmettre des savoirs directement mobilisables par l'étudiant dans sa future vie professionnelle. La critique politique cache une ambition économique, celle d'une transformation utilitariste de l'Université. La Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle le déclarait d'ailleurs, sans fard, le 28 janvier 2021 : il faut « former moins de spécialistes aux têtes d'épingles mais des jeunes plus adaptables ». Mais que les élites se rassurent, leurs progénitures continueront de suivre des enseignements de sociologie pour devenir les « experts qui se destinent à des carrières d'expertise dans les grandes organisations publiques, privées et les ONG », selon la réclame de Sciences Po.

La polémique apparemment impromptue cache finalement une pensée politique libérale en rupture totale avec l'idéal républicain d'un enseignement au service de toute la nation, tel que l'avait défini Condorcet en 1792 : « Offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs ; Assurer à chacun d'eux la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales auxquelles il a droit d'être appelé, de développer toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature, et par là, établir entre les citoyens une égalité de fait, et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi ».

Pierre Ouzoulias, Sénateur communiste des Hauts-de-Seine

Chercheur au CNRS